



CHAPITRE 134

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Félix de Valois, comté de Joliette, et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Félix de Valois, comté de Joliette

[Sanctionnée le 2 février 1956]

Préambule.

ATTENDU que lesdits commissaires d'écoles, ont, par leur pétition, représenté que pour rencontrer les exigences de leurs écoles et la bonne administration de leurs affaires scolaires, il est devenu nécessaire d'augmenter leurs revenus en prélevant une taxe d'éducation, et de leur accorder des pouvoirs plus étendus;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à leurs demandes contenues dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe d'éducation autorisée.

1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Félix de Valois, comté de Joliette, et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Félix de Valois, comté de Joliette, peuvent, par résolution, imposer et prélever, en plus de toute autre taxe, une taxe d'éducation de un pour cent, de même nature, sujette aux mêmes exemptions et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles

CHAPTER 134

An Act respecting The school commissioners for the municipality of Saint-Félix de Valois, county of Joliette, and The school commissioners for the municipality of the parish of Saint-Félix de Valois, county of Joliette

[Assented to, the 2nd of February, 1956]

Preamble.

WHEREAS the said school commissioners have, by their petition, represented that, to meet the requirements of their schools and the proper administration of their school affairs, it has become necessary to increase their revenues by levying an education tax, and to grant them more extensive powers;

Whereas it is expedient to grant their prayers contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Education tax authorized.

1. The school commissioners for the municipality of Saint-Félix de Valois, county of Joliette, and The school commissioners for the municipality of the parish of Saint-Félix de Valois, county of Joliette, may, by resolution, impose and levy, from the first of January, 1956, in addition to any other tax, an education tax of one per cent, of the same kind, subject to the same exemptions and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, mer-

de commerce quelconques, y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, et le service de téléphone, vendus ou achetés dans les limites actuelles desdites municipalités scolaires, et ce, à compter du premier janvier 1956.

chandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service sold or purchased within the present limits of the said school municipalities.

Disposi-
tions ap-
plicables.

2. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

2. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act), is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*. Provisions to apply.

Partage.

3. Le revenu annuel perçu par les commissaires d'écoles et provenant de ladite taxe, sera, après déduction des dépenses encourues pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par La commission scolaire de Saint-Félix de Valois, comté de Joliette, entre elle et La commission scolaire de la paroisse de Saint-Félix de Valois, comté de Joliette, à raison de soixante-quinze pour cent pour ladite commission scolaire du village de Saint-Félix de Valois, et vingt-cinq pour cent pour ladite commission scolaire de la paroisse de Saint-Félix de Valois, cette dernière devant elle-même remettre à la corporation des syndicats d'écoles de Saint-Félix de Valois, comté de Joliette, un pour cent du total perçu, à savoir quatre pour cent de sa quote-part.

3. The annual revenue collected by the school commissioners from the said tax, after deduction of the expenses incurred for the imposition and collection of such revenue, shall be divided every three months by The school board of Saint-Félix de Valois, county of Joliette, between itself and The school board of the parish of Saint-Félix de Valois, county of Joliette, in the proportion of seventy-five per cent for the said school board of the village of Saint-Félix de Valois, and twenty-five per cent for the said school board of the parish of Saint-Félix de Valois, and the latter shall hand over to the corporation of the school trustees of Saint-Félix de Valois, county of Joliette, one per cent of the total amount collected, to wit, four per cent of its share. Partition.

Durée.

Ce pourcentage devra être maintenu tel quel durant une période de dix années à compter du premier janvier 1956. Après cette période de dix années, ce pourcentage de partage pourra être changé en aucun temps, après entente entre les parties intéressées, et à défaut de telle entente entre les parties, c'est le surintendant de l'instruction publique qui décidera en dernier ressort.

Such percentage shall be maintained the same during a period of ten years from and after the first of January, 1956. After such period of ten years, the percentage of division may be changed at any time, after agreement between the parties concerned, and failing such agreement between the parties, the Superintendent of Education shall decide in last resort. Duration.

Change-
ment au-
torisé.

4. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Félix de Valois, comté de Joliette, nonobstant les dispositions de l'article 233 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 59), peuvent, en tout temps de l'année scolaire, changer

4. The school commissioners for the municipality of Saint-Félix de Valois, county of Joliette, notwithstanding the provisions of section 233 of the Education Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 59), may, at any time during the school year, transfer any teacher from Change authorized.

de classe ou d'école un instituteur ou une institutrice, pourvu que son traitement ne soit pas changé. one class or school to another provided his salary is not changed.

Change-
ment
autorisé.

5. Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Félix de Valois, comté de Joliette, nonobstant les dispositions de l'article 233 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 59), peuvent, en tout temps de l'année scolaire, changer de classe, dans la même école, un instituteur ou une institutrice, pourvu que son traitement ne soit pas réduit, et changer d'école un instituteur ou une institutrice.

5. The school commissioners for the school municipality of the parish of Saint-Félix de Valois, county of Joliette, notwithstanding the provisions of section 233 of the Education Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 59), may, at any time during the school year, transfer any teacher from one class to another in the same school, provided his salary is not reduced, and transfer any teacher from one school to another.

Change
author-
ized.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.